

Déclaration d'ENSEMBLE! sur la situation sanitaire et sociale

Category: Santé

écrit par Jérémie | 16 août 2021

La situation sanitaire liée au COVID 19 s'est dégradée rapidement cet été, les pouvoirs publics ayant été imprévoyants, malgré les avertissements des scientifiques.

La méthode utilisée par le gouvernement Macron pour y faire face reste identique à celle mise en œuvre depuis des mois : un tournant brusque non préparé, des décisions autoritaires, une mise à l'écart de la démocratie (y compris les élu-es nationaux et locaux), une absence totale de confiance dans l'auto-organisation citoyenne pour délibérer et participer à des mesures nécessaires, ce qui nécessiterait un débat national décliné à toutes les échelles du pays. Les annonces du 12 juillet ayant provoqué une crise politique et sociale, des mobilisations populaires spontanées ont éclaté, avec une exaspération compréhensible, mais en dehors des cadres habituels du mouvement ouvrier (social et politique). Il s'y côtoie, selon des variations locales différentes, des aspirations et exigences justes et d'autres très inquiétantes, voire parfois réactionnaires avec des comparaisons inadmissibles sous l'impulsion offensive de l'extrême-droite.

Il convient de répondre à cette situation en partant de points de vue et propositions progressistes.

Pour cela, ENSEMBLE ! met en débat les propositions suivantes :

- La situation sanitaire est effectivement grave et nécessite des mesures fortes et discutées dans la société au lieu des décisions autoritaires des gouvernants.

- Le principe d'une vaccination généralisée et obligatoire est juste. Il doit résulter de la conviction que la vaccination est, à l'heure actuelle, le meilleur moyen de lutter contre la pandémie, en l'absence de traitement. Pour cela, il importe d'aller vers les populations, que ce soit sur les lieux de travail, d'habitat, ou, à l'heure actuelle, de vacances. Et de faciliter au maximum l'accès aux vaccins, notamment pour les plus en difficulté. Ce qui nécessite de lutter contre les discriminations territoriales et sociales. Tout en laissant des délais suffisants, ce qui n'est pas le cas dans les projets du Gouvernement.

- La pandémie étant mondiale, il importe d'exiger que les brevets soient levés pour que tous les pays, particulièrement les plus pauvres, puissent accéder à une vaccination de masse.

- Parallèlement, il faut rappeler que la destruction de l'hôpital public, réalisée ces dernières années, doit être enrayée par des moyens bien supérieurs à ceux du Ségur de la santé (cf : la revendication de 100 000 embauches).

- Si le contrôle de la vaccination est nécessaire, il convient d'agir contre les aspects dangereux pour les libertés du pass sanitaire et de refuser qu'il serve à des mesures répressives et antisociales contre des salarié.es : abandon de toute sanction sur le contrat de travail, les salaires, et sur la menace de licenciement.

- Il faut donner aux syndicats le droit d'organiser des réunions du personnel sur le temps de travail pour y défendre la vaccination. Toutes les entreprises publiques et privées doivent autoriser des réunions d'information des salarié-es, animées par des scientifiques. Des assemblées citoyennes de villes ou de quartiers devront être encouragées. De vrais débats doivent être organisés par les moyens audiovisuels.

- Pour que la population accepte des mesures sanitaires nationales, avec des contraintes inévitables, il est essentiel

qu'aucune attaque nouvelle ne soit entreprise contre les droits sociaux, humains et démocratiques. Macron a plusieurs fois relancé l'idée de la réforme des retraites et précisé que celle de l'assurance chômage serait concrétisée à l'automne. Pour le mouvement social, les gauches, les écologistes, il est essentiel de préparer une mobilisation unitaire contre ces mesures si elles se confirment, notamment celle qui consiste à appauvrir la population en s'attaquant aux chômeurs/ses.

- Les manifestations de ces dernières semaines contre le pass sanitaire, et parfois contre la vaccination, avec une présence, suivant les localités, assez forte de l'extrême droite et-ou de mouvances complotistes, ne constituent pas une réponse progressiste et de solidarité collective face à la maladie. Celle-ci reste à construire dans l'unité.

- En conséquence, ENSEMBLE ! appelle à la mobilisation unitaire :

- pour des réponses permettant d'agir contre le virus tout en préservant les libertés et en misant sur l'acceptation citoyenne éclairée.

- pour développer les résistances aux régressions sociales qui s'annoncent.

- pour une rentrée sanitaire et sociale contre les politiques régressives et autoritaires du macronisme.